

ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDTIONS « DOCTEUR GIBERT »

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS « DOCTEUR GIBERT »

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 4, route du Bercail 76560 Héricourt-en-Caux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale de l'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS « DOCTEUR GIBERT »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS « DOCTEUR GIBERT » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration, dans le rapport moral du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

Mazars

Le Havre, le 14 juin 2024


Mickael COMPAGNON
Associé

Comptes annuels

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	233 219	193 922	39 297	33 864
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	191 849	189 117	2 731	36 783
Autres immobilisations incorporelles	24 726	20 024	4 702	6 381
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	879 849		879 849	792 265
Constructions	32 007 838	16 764 045	15 243 792	15 610 397
Installations techniques, matériel et outillages industriels	5 807 628	5 210 172	597 455	719 752
Autres immobilisations corporelles	5 065 354	4 219 048	846 306	1 069 201
Immobilisations corporelles en cours	6 255		6 255	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 859		1 859	1 859
Autres titres immobilisés	74 603		74 603	74 603
Prêts	56 367		56 367	73 120
Autres immobilisations financières	94 674		94 674	94 674
TOTAL I	44 444 220	26 596 328	17 847 891	18 512 899
Comptes de liaison				
Actif circulant				
Stocks et encours	112 696		112 696	91 556
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 637 287		5 637 287	5 884 566
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	946 059		946 059	2 085 780
Valeurs mobilières de placement	391 003		391 003	389 902
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	6 209 563		6 209 563	2 674 183
Charges constatées d'avance	478 271		478 271	538 624
TOTAL III	13 774 878		13 774 878	11 664 611
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	58 219 098	26 596 328	31 622 769	30 177 510

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 181 089	1 181 089
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	65 749	65 749
Écarts de réévaluation		
Réserves		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 165 344	5 188 024
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	597 167	597 167
Autres réserves	5 165 344	5 188 024
Report à nouveau	230 847	-620 200
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-2 066 792	-2 175 330
Excédent ou déficit de l'exercice	336 967	851 048
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 587 281	82 640
Situation nette	7 577 163	7 262 877
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	994 588	1 016 100
Provisions réglementées	3 068 749	3 068 749
TOTAL I	11 640 500	11 347 725
Comptes de liaison		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	7 103 364	6 640 433
TOTAL III	7 103 364	6 640 433
Provisions		
Provisions pour risques	1 340 069	222 683
Provisions pour charges		
TOTAL IV	1 340 069	222 683
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 270 484	6 990 924
Emprunts et dettes financières diverses	411 814	465 915
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	985 130	1 025 505
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 486 387	3 147 934
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	39 745	13 408
Autres dettes	345 278	322 983
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	11 538 837	11 966 669
Écarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	31 622 769	30 177 511

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 440	2 060
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	753 045	778 900
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales	750 045	769 883
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	32 454 349	31 052 018
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	32 415 555	30 824 891
Subventions d'exploitation	415 079	195 259
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	31 251	71 997
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	69 324	523 835
Utilisations des fonds dédiés	128 328	122 368
Autres produits	55 701	9 162
TOTAL I	33 908 517	32 755 599
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	564 657	527 475
Variation de stocks	-21 140	-14 278
Autres achats et charges externes	4 908 019	4 709 167
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 966 359	1 930 275
Salaires et traitements	16 150 571	15 217 469
Charges sociales	6 444 612	6 501 060
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 461 778	1 498 056
Dotations aux provisions	1 118 723	152 484
Reports en fonds dédiés	591 260	1 192 269
Autres charges	187 499	99 143
TOTAL II	33 372 337	31 813 121
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	536 180	942 479

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers		
Produits financiers de participation	1 102	546
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	377	1 866
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 479	2 411
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	214 091	215 697
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	14	26
TOTAL IV	214 104	215 723
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-212 625	-213 311
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	323 555	729 167
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	243 579	2 144 602
Sur opérations en capital	70 571	72 318
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		587 399
TOTAL V	314 151	2 804 319
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	292 722	2 682 438
Sur opérations en capital	8 017	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	300 739	2 682 439
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	13 412	121 880
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	34 224 146	35 562 330
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	33 887 180	34 711 282
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	336 967	851 048
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 587 281	82 640
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

PRESENTATION GENERALE

L'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS « DOCTEUR GIBERT », fondée en 1875, reconnue d'utilité publique le 10 novembre 1899, a pour but de lutter contre les déficiences physiques et/ou mentales de l'enfance, de l'adolescence et/ou de l'adulte quel que soit son âge.

Elle propose son aide à des personnes en difficultés sociales et/ou mentales et/ou physiques.

Elle met à leur disposition les structures, les personnels et/ou les moyens nécessaires pour les accompagner dans leur vie afin notamment de leur permettre d'exister dans le respect de la dignité.

Les structures sont composées de 14 établissements répartis sur le territoire de la Seine Maritime et fonctionnent majoritairement 365 jours par ans et 24 heures sur 24.

Elles sont financées en fonction des spécificités des structures soit par le département de Seine Maritime soit par la Sécurité sociale.

Afin de permettre l'accomplissement de sa mission, au cours de l'exercice 2023, l'Association a eu recours à 1174 salariés représentant 433,41 équivalents temps pleins.

L'association dispose sur 5 sites, de bâtiments soit en pleine propriété soit en location auprès de bailleurs sociaux permettant l'accueil des résidents.

Le site du Havre :

Il est composé de 3 Structures pour enfants et 1 Centre de soins infirmier.

Un Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapé de 24 places, financées par la Sécurité Sociale, offrant une possibilité d'accueil de 11 places en Semi-Internat, 11 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Un Institut Médico Educatif spécialisé dans les troubles du spectre autistique de 18 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 3 places en Semi-Internat, 13 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Une pouponnière sociale de 18 places, financées par le Département de Seine Maritime.

Un Centre de soins infirmier.

Le site d'Héricourt en Caux :

Il est composé de 5 Structures accueillant des enfants ou des adultes en situation de handicap.

Les structures enfants :

Un Institut Médico Educatif de 15 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 15 places en internat.

Un Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapé de 28 places, financées par la Sécurité Sociale, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en Semi-Internat et 20 places en internat.

Un Institut Médico Educatif spécialisé dans les troubles du spectre autistique de 20 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 20 places en internat.

PRESENTATION GENERALE (SUITE)

Les structures adultes :

Un foyer d'accueil médicalisé de 66 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 64 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Une maison d'accueil spécialisée de 28 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 4 places en Semi-Internat et 24 places en internat.

Le site d'Autigny :

Il est composé de 2 Structures pour adultes

Un foyer d'accueil médicalisé de 54 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 52 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Un Service d'accueil de jour médicalisé de 8 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en semi-internat.

Le site d'Imbleville :

Il est composé de 1 Structures pour adultes

Un foyer d'accueil médicalisé de 41 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 4 places en semi-internat non médicalisée, 36 places en internat et 1 places d'accueil temporaire ou de répit.

Le site de Tôtes :

Il est composé de 1 Structures pour adultes

Un foyer de vie de 9 places, financées par le département de Seine Maritime, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en internat et 1 places d'accueil temporaire ou de répit.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 31 622 769 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 336 967 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été arrêtés dans le respect des dispositions du plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 08/09/2014, la loi N°83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux règlements de l'ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés non lucratif
- Du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1 du règlement ANC N°2019-04 et le règlement ANC N°2020-08
- De l'instruction N° DGAS/SDB/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux Privés et organismes gestionnaires
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires
- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations
- De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles

Les comptes obligatoirement ouverts dans la comptabilité des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles sont ceux prévus dans le plan comptable relevant de ce dit-code.

Les règles comptables applicables aux associations ou fondations gestionnaires des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux et les règles budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux, divergent sur plusieurs points.

Les principales divergences, identifiées et traitées dans l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 4 mai 2007 sont les suivantes :

- Dettes pour congés à payer et autres droits acquis par les salariés,
- Provisions réglementées prévues dans les règles budgétaires,
- Application des règlements N°2002-10 et N°2004-06 du CRC,
- Méthode de comptabilisation par composants/amortissements dérogatoires
- Charges à répartir,
- Harmonisation entre le plan de comptes des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux et le plan de comptes des règlements N°99-01 et N°99-03 du CRC

L'avis s'applique à l'ensemble des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action social et des familles qui appliquent désormais conformément à l'article R.314-81 du code précité, l'instruction budgétaire et comptable M22.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'association a obtenu la validation et le financement de son projet de restructuration de son pôle enfance à Héricourt en Caux par l'ARS début 2022. Toutefois, face à la hausse des coûts des matériaux et des taux d'intérêts, la construction et la rénovation n'ont toujours pas été lancés au 31/12/2023. Un retour de l'ARS et du CNSA est attendu en 2024.

L'association a obtenu la validation et le financement de son projet de reconstruction de l'établissement de Chantecler par le Département de Seine Maritime. Toutefois, face à la hausse des coûts des matériaux et des taux d'intérêts, la construction n'a toujours pas été lancée au 31/12/2023.

Les décisions gouvernementales de revalorisations salariales (augmentation du SMIC, augmentation de la valeur de point, primes SEGUR et LAFORCADE) ont eu un impact fort sur les charges de personnel de l'association depuis 2021.

La hausse de l'activité ainsi que celle des tarifs ont permis une hausse importante des produits de tarification et ainsi compenser la hausse de la masse salariale.

L'année 2023 a été marquée par une complexité en Ressources humaines avec une enquête qui a engendré des départs avec litiges et des problématiques d'attractivité impactant depuis 2023 tous les métiers dont les cadres.

La loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne (DDADUE) est entrée en vigueur le 24 avril 2024. A partir de cette date, tout arrêt de travail lié à un accident ou à une maladie, qu'il soit à caractère professionnel ou non, est assimilé à une période de travail pour l'acquisition des congés payés.

De cette Loi, l'association a calculé et comptabilisé dans les comptes 2023, une rétroactivité pour les salariés présents et partis à effet de l'année 2019, soit sur une période de 5 ans.

Pour les salariés partis, une somme de 233 K€ a été constatée en provision pour risque.

Pour les salariés présents dans les effectifs au 31/12/2023, une somme de 360 K€ a été constatée en provision pour congés payés.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|---------------------------------------|-----------------|
| • Immobilisations incorporelles | de 1 à 10 ans, |
| • Immobilisations corporelles | |
| • Constructions et aménagements | de 10 à 75 ans, |
| • Matériels et outillages | de 1 à 30 ans, |
| • Matériels de transport | de 5 à 10 ans, |
| • Matériels de bureau et informatique | de 1 à 20 ans, |
| • Mobilier | de 2 à 20 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 1.118.723 euros. Une reprise de provision pour risques et charges a été constatée à la clôture de l'exercice à hauteur de 1.337 euros.

Le solde au 31/12/2023 s'élève à 1.340.069 euros.

Engagements de départ à la retraite

Une provision pour départ en retraite a été constituée dans le cadre des Etablissements de l'association GIBERT, en accord avec les différents financeurs, cependant ce montant ne couvre que partiellement l'ensemble des engagements.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés en fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes

- Taux d'actualisation : 3 %
- Taux de rotation pour les Non-Cadres et Cadres : 2 %
- Hausse annuelle des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite
 - o Pour les Non-Cadres : 64 ans
 - o Pour les Cadres : 64 ans
- La probabilité de vie à l'âge de départ en retraite est calculée en référence aux tables des indices INSEE 2018

L'indemnité de départ en retraite est déterminée selon les dispositions de la Convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 1 417 890 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 7.103.364 euros

Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

L'association n'a pas bénéficié de contributions volontaires en nature à l'exception des temps passés par les membres du bureau pour les différentes réunions annuelles.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunération du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes provisionnés conformément à la lettre de mission en vigueur s'élèvent à 37.500 € HT et sont exclusivement relatifs à la mission de contrôle légal des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2023 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 371.329 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement	233 219		
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	216 575		
TOTAL	449 793		
Terrains	792 265		87 584
Constructions :	31 562 958		489 761
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :	5 734 602		84 446
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	560 005		71 184
Matériel :	1 684 352		57 660
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	2 656 711		66 845
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			6 255
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	42 990 892		863 735
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	1 859		
- Participations			
- Titres immobilisés	74 603		
Prêts et autres immobilisations financières	167 795		
TOTAL	244 257		
TOTAL GENERAL	43 684 942		863 735
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			233 219
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			216 575
TOTAL			449 793
Terrains			879 849
Constructions :	44 881		32 007 838
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencts et aménagt. const.			
Installations :	11 420		5 807 628
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencts et aménagt. divers	5 330		625 859
Matériel :		26 072	1 715 939
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier			2 723 556
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			6 255
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	61 631	26 072	43 766 924
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			1 859
- Participations			
- Titres immobilisés			74 603
Prêts et autres immobilisations financières		16 754	151 041
TOTAL		16 754	227 503
TOTAL GENERAL	61 631	42 826	44 444 220

'Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels'

- 10 -

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement		199 355	8 993	14 426	193 922
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		173 410	21 305	-14 426	209 141
TOTAL		372 765	30 298		403 063
Terrains					
Constructions - Sur sol propre		7 209 591	442 705		7 652 296
: - Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		8 742 970	584 434	215 654	9 111 749
Installations techniques, matériel et outillage industriel		5 014 850		-195 322	5 210 172
Installations générales, agencements et aménagements divers		114 331	219 735	-8 876	342 942
Matériel de transport		1 372 498	78 839	26 072	1 425 265
Matériel de bureau et informatique, mobilier		2 345 038	105 767	-36	2 450 841
Emballages récupérables et divers					
TOTAL		24 799 278	1 431 480	37 492	26 193 265
TOTAL GÉNÉRAL		25 172 043	1 461 778	37 493	26 596 328

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ			

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentatio Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées		3 068 749				3 068 749
TOTAL I		3 068 749				3 068 749
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour risques	- litiges					
	- amendes et pénalités					
	- pertes de change					
	- risque d'emploi					
	- autres	222 683	1 118 723	1 337		1 340 069
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges						
TOTAL II		222 683	1 118 723	1 337		1 340 069
Provisions pour dépréciations						
Immobilisations	- incorporelles					
	- corporelles					
	- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	- Titres mis en équivalence					
	- Titres de participation					
- autres immobilisations financières						
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients						
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
Total III						
TOTAL GENERAL (I+II+III)		3 291 431	1 118 723	1 337		4 408 817
Dont dotations et reprises :	- d'exploitation		1 118 723	1 337		
	- financières					
	- exceptionnelles					

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	56 367		56 367
Autres immobilisations financières	94 674		94 674
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	5 637 287	5 637 287	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	87 727	87 727	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	132 907	132 907	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	23 510	23 510	
Divers	46 559	46 559	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	655 355	655 355	
Charges constatées d'avance	478 271	478 271	
TOTAL	7 212 657	7 061 616	151 041

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

16 754

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	6 270 484	673 546	2 282 921	3 314 017
Emprunts et dettes financières diverses	411 814	55 867	204 972	150 975
Fournisseurs et comptes rattachés	985 130	985 130		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	1 551 775	1 551 775		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	1 505 483	1 505 483		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	429 129	429 129		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	39 745	39 745		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	345 278	345 278		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	11 538 837	5 585 952	2 487 893	3 464 992

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

731 687

Commentaire

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 181 089				1 181 089
Fonds propres avec droit de reprise	65 749				65 749
Ecart de réévaluation					
Réserves	5 785 192			22 680	5 762 512
- Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 188 024			22 680	5 165 344
Report à nouveau	-620 200	851 048			230 847
- Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-2 175 330	82 640			-2 066 792
Excédent ou déficit de l'exercice	851 048	-851 048	336 967		336 967
Situation nette	7 262 877		336 967	22 680	7 577 163
- Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	82 640	-82 640	1 587 281		1 587 281
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 016 100		46 559	68 071	994 588
Provisions réglementées	3 068 749				3 068 749
TOTAL	11 347 725		383 526	90 751	11 640 500

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
ETAT		231 794	9 772	222 022
DEPARTEMENT	46 559	789 860	57 814	778 605
COMMUNES		11 761	485	11 276
AUTRES SUBVENTIONS		-17 315		-17 315
TOTAL	46 559	1 016 100	68 071	994 588

Variation des fonds dédiés - Ressources liées à la générosité du public

Ressources liées à la générosité du public	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
ESMS	35 738	8 866	2 763			41 841	
HORS ESMS	39 909	19 070				58 979	
TOTAL	75 647	27 936	2 763			100 820	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
INVESTISSEMENT ESMS	5 797 245	225 374	87 061			5 935 558	
INVESTISSEMENT HORS ESMS	234 523					234 523	
AUTRES SUBV ESMS	517 618	337 949	38 504			817 063	
TOTAL	6 549 386	563 323	125 565			6 987 144	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Contributions financières d'autres organismes

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
TOTAL ENERGIE	15 400					15 400	
TOTAL	15 400					15 400	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	220 221	253 680
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 079 525	1 516 611
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	43 701	37 010
Instruments de trésorerie		
TOTAL	2 343 448	1 807 301

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2023	Exercice clos le 31/12/2022
Créances clients, usagers et comptes rattachés	442 056	434 278
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	261 610	1 425 932
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	703 666	1 860 209

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

		Exercice clos le	Exercice clos le
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Commentaire

		Exercice clos le	Exercice clos le
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	35 666	39 840
	- Financières	442 605	498 784
	- Exceptionnelles		
TOTAL		478 271	538 624

Commentaire

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	17	
Agents de maîtrise & techniciens	72	
Employés	272	
Ouvriers	72	
Apprentis sous contrat		
TOTAL		433

Commentaire

Résultats par établissement

	Nature	Montant
111 - IME NYMPHEA		58 450
112 - EEAP BERCAIL		262 723
113 - IME CHRYSALIDES		157 943
121/131 - FAM BERCAIL		-205 189
132 - MAS BERCAIL		-145 743
151 - EQUIPE MOBILE		-6 389
211 - EEAP LERCH		540 297
212 - IME LERCH		816 653
241 - POUPONNIERE		101 138
321/331 - FAM HAUTES EAUX		-33 506
322/332 - SAJM HAUTES EAUX		54 913
421/431 - FAM CHANTECLER		-28 263
521 - FV LES CHARMILLES		14 254
691 - CENTRE INFIRMIER GEORGES ANCEL		-46 462
991 - SIEGE		-1 203 852
	Total	336 967

Commentaire

Tableau de subventions d'exploitation

Subventions	Accordées du 01/01/2023 au 31/12/2023
	(1)
ARS	18 838 665
DEPARTEMENT	11 960 946
ASE	2 009 376
CENTRE INFIRMIER	60 441
AUTRES SUBVENTIONS	
Total subventions d'exploitation	32 869 428

Ventilation du résultat de l'exercice

Ventilation du résultat de l'exercice	Résultat net comptable	A affecter sur projet(s) associatif(s) ou sur résultat(s) antérieur(s) repris	Résultat net comptable restant à affecter	Obs.
	A	B	A+B	
Résultats hors contrôle des tiers financeurs				
991 - SIEGE	-1 203 852		-1 203 852	
691 - CENTRE GEORGES ANCEL	-46 462		-46 462	
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
BERCAIL SAINT DENIS	121 795		121 795	
LERCH	1 458 088		1 458 088	
LES HAUTES EAUX	21 407		21 407	
CHANTECLER	-28 263		-28 263	
LES CHARMILLES	14 254		14 254	
TOTAL	336 967		336 967	

Commentaire

Résultat effectif global

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE		Exercice N	Exercice N-1
	RESULTAT COMPTABLE	336 967	851 048
Reprise du résultat antérieur		-242 676	346 982
	EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	94 291	1 198 030
Dont résultat effectif sous gestion propre		-1 250 314	768 408
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée		1 344 605	429 622

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Solde		Variation	
	31/12/2023	31/12/2022	Montant	%
Produits Exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	243 579.15	2 144 601.91	-1 901 022.76	-88.64
7710000 Prod.except./oper.gestion	0.10	547.21	-547.11	-100.00
7718000 Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	143 231.61	2 070 148.85	-1 926 917.24	-93.08
7718001 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	100 347.44	73 905.85	26 441.59	35.78
Produits exceptionnels sur opérations en capital	70 571.40	72 317.99	-1 746.59	-2.42
7750000 Produits des cessions d'éléments d'actif	2 500.00		2 500.00	
7770000 Quote-part des subventions d'investissement virée au résulta..	68 071.40	72 317.99	-4 246.59	-5.87
Reprises sur provisions et transferts de charges		587 399.22	-587 399.22	-100.00
7876000 Reprises sur provisions pour dépréciations exceptionnelles		587 399.22	-587 399.22	-100.00
TOTAL DES PRODUITS	314 150.55	2 804 319.12	-2 490 168.57	-88.80
Charges Exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	292 722.16	2 682 438.27	-2 389 716.11	-89.09
6710000 Charges excep./op.gestion	22 408.12	1.52	22 406.60	+1 000.00
6712000 Pénalités, amendes fiscales et pénales	541.55	446.00	95.55	21.52
6718000 Autres charges exceptionnelles sur opération de gestion	184 652.54	2 617 113.01	-2 432 460.47	-92.94
6718001 CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	85 119.95	64 877.74	20 242.21	31.20
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	8 016.69	0.54	8 016.15	+1 000.00
6788000 Charges exeptionnelles divers	8 016.69	0.54	8 016.15	+1 000.00
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
TOTAL DES CHARGES	300 738.85	2 682 438.81	-2 381 699.96	-88.79
RESULTAT EXCEPTIONNEL	13 411.70	121 880.31	-108 468.61	-89.00

Commentaire

Transferts de charges

Nature des transferts de charges		Montant
Avantages en nature		5 510
Remboursement d'assurances		39 207
Autres indemnités		590
Total		45 307

Commentaire

ENGAGEMENT HORS BILAN

Banques	Nom de l'emprunt	Crédit accordé	Capital restant dû	Garanties
CREDIT MUTUEL	PRÊT IMMO. PROF. LOCATIF	350 000,00 €	121 332,68 €	Cautions solidaires : CONSEIL GENERAL DE SEINE MARITIME 350 000,00 € (*) (*) Montant garanti à l'origine, dans la limite de la créance restant due.
CIC	PRÊT PROFESSIONNEL	391 049,37 €	148 821,47 €	Cautions solidaires 30% Contre garanti par l'organisme de caution SOGAMA
CREDIT COOPERATIF	PRÊT N°001082C	2 635 429,00 €	618 599,51 €	Cautions personnes morales COMMUNE DE LE HAVRE 939 633,32 €
CREDIT COOPERATIF	PRÊT N°001684C	626 330,00 €	193 956,79 €	Cautions personnes morales CONSEIL GENERAL 76 294 619,00 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°5256305	199 500,00 €	139 125,00 €	Cautions personnes morales COMMUNE DE TOTES 80 062,50 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°5235759	250 000,00 €	196 034,07 €	Cautions sté caution (convention) CEGC 163 466,86 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°4628972	1 415 200,00 €	942 348,02 €	Promesse affectation hypothécaire 1 415 200,00 € + Cautions sté caution (convention) CEGC 163 466,86 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°4630000	464 500,00 €	111 285,36 €	Cautions sté caution (convention) CEGC 103 402,07 €
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 1167591 - EMP. PISCINE	214 000,00 €	91 676,42 €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 214 000€ conformément à la délibération du 23 novembre 2009
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 1176992 - EMP. FAM CONSTRUCT	3 000 000,00 €	1 087 500,00 €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 3 000 000€ conformément à la délibération du 05 juillet 2010
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 1176995 - EMP. FAM EQUIP	481 665,00 €	- €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 481 665€ conformément à la délibération du 05 juillet 2010
CAISSE DES DEPOTS	CDC : 17203 - EMP. MAS	3 573 000,00 €	2 619 793,28 €	Garantie : cautionnement SOGAMA CREDIT ASSOCIATIF
CARSAT	EMPRUNT CARSAT BSD	1 006 502,00 €	409 942,00 €	En cautionnement du remboursement du prêt susmentionné, le Conseil Général de Seine Maritime lors de sa délibération du 19 octobre 2010 a accordé sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement de l'emprunt de 1 006 502€ consenti par la CARSAT Normandie
GRAM	EMPRUNT HAUTES EAUX GRAM	73 455,00	1 572,21	Non significatif
		13 574 129,37 €	6 682 259,81 €	